

Un colonel wallon dénonce la flamandisation de l'armée belge

Selon le chef de la base aérienne de Florennes, le colonel Luc Gennart, "les Flamands décident de tout à l'armée" (cité dans *Le Soir* du 18 octobre 2010). Que l'on en juge : deux tiers des généraux et amiraux sont flamands et un tiers, francophones. En outre, ceux-ci sont "souvent confinés dans des positions moins importantes", à la Force aérienne, le commandant et le chef des opérations sont flamands ;

des deux généraux francophones – les plus qualifiés des quatre, précise Luc Gennart –, l'un a été envoyé en Angleterre et l'autre est chargé de la communication ! "Les francophones qui réussissent l'examen linguistique sont mis sur une voie de garage", confirme le député au Parlement fédéral Denis Ducarme (MR).

Cette sous-représentation francophone affecte aussi les grades de colonel et de major. L'explication de la cellule stratégique du ministre de la Défense, Pieter De Crem, est que les francophones seraient de moins

bons bilingues que les Flamands. C'est faux, rétorque Luc Gennart : "Plusieurs candidats francophones [...] dont la connaissance du flamand a été jugée excellente, et dont les compétences étaient supérieures, ont été recadrés [...] au profit de Flamands dont la connaissance du français était plus faible." Et Denis Ducarme de sous-entendre que les des pourraient être pipés : "Contrairement à ce qui se passe dans la fonction publique, l'examen linguistique est organisé en interne par la Défense avec un jury dominé par les Flamands."

Enfin, en dépit des déclarations rassurantes de Pieter De Crem, le colonel et le député se disent inquiets pour l'avenir de la base aérienne de Florennes, qui représente 1500 emplois : "Plusieurs sources me permettent de dire qu'il existe des plans cachés [pour la fermer, et préserver ainsi celle de Kleine-Brogel]. Rien d'écrit, bien entendu !", s'indigne Luc Gennart, qui vient de demander sa mise à la retraite anticipée. Si tous les dégoutés s'en vont...

F.D.

MAGNETTE PERD LES PÉDALES

Dans un entretien à *La Libre Belgique* du 21 octobre 2010, le ministre fédéral et négociateur socialiste Paul MAGNETTE déverse sa bile sur la France et souhaite un rattachement à... l'Allemagne :

"Quand je vois la situation en France, je comprends qu'il n'y ait plus que trois rattachés en Wallonie. Etre rattaché à un pays qui a une culture aux antipodes de la nôtre, c'est ridicule. Chez nous il n'y a jamais une voiture qui brûle, parce qu'on négocie, parce qu'on a une culture de concertation. On ne va pas tout d'un coup se faire imposer un plan sur les pensions par un gouvernement autoritaire, on négocie avec les syndicats. Il y a une rupture culturelle avec les Français. Si on doit se rattacher un jour, ce sera plutôt avec l'Allemagne. C'est plus l'intérêt industriel de la Wallonie."

- Mais ce sont aussi deux cultures différentes.

Mais non, beaucoup moins qu'avec la France. Les Allemands sont dans un système fédéral, proportionnel, ils savent faire des coalitions, c'est un système de concertation sociale. Mais bon... ce sont des idées complètement lunaires...

Ça vous étonne ? À peine : d'un pont du régime aux abois doublé d'un produit blanc du PS soi-disant renové, plus rien ne peut nous surprendre. Nous avons quelques explications.

MAGNETTE est rancunier et mauvais joueur : il y a un bon mois, le président du RWF, Paul-Henry Gendebien l'a laissé bouche bée au débat télévisé de "Mise au point" (19 septembre) en lui exposant qu'il était présent à la rencontre entre les socialistes francophones et le PS français, et ce qui avait été évoqué, c'est-à-dire bien évidemment l'appui de la France en cas de désintégration de la Belgique.

MAGNETTE est aussi pierre stratiège que tacticien : non seulement, en déclarant le 19 octobre que la note De Wever, décrétée inacceptable le 17, reprenait à 90 % ("une expression

maladroite", concède-t-il à présent) les propositions d'Elio Di Rupo, il avoue que les négociateurs francophones ont beaucoup trop cédé en août, mais encore il brûle ses vaisseaux en martelant qu'il faut un accord parce qu'il n'y a pas d'alternative et en discréditant le plan B. Il n'a pas encore compris qu'en osant le plan F, les Wallons et les Bruxellois feront changer la peur de camp, car ce que la Flandre veut préserver à tout prix, c'est une coquille vide, qui lui permet d'avoir deux États à son service, le sien et le belge, de conserver les avantages du fédéralisme en en répudiant les charges et de garder un pied à, ou plutôt sur Bruxelles !

MAGNETTE est mal informé : il ne lit pas les enquêtes d'opinion, qui toutes indiquent qu'une proportion variable mais importante de Wallons choisiraient l'union avec la France en cas de scission de la Belgique, ni même les notes de l'Institut Emile Vandervelde :

"Une chose semble claire aujourd'hui : il n'y a plus, comme certains l'ont pensé, une seule alternative porteur à la Belgique, mais deux voies qui tendent à s'afficher comme crédibles :

- la Fédération Wallonie-Bruxelles - Belgique résiduelle ;

- l'association/rattachement à la France, qui est désormais aussi crédible, rassurante et attrayante que la première hypothèse, qui ne génère pas d'attachement affectif et donne l'impression de poursuivre le modèle enrayé actuel."

D'ailleurs, MAGNETTE est incompréhensif ! Interrogé avec d'autres "responsables" de la Région wallonne par *Vers l'Avenir* (5 août 2007) sur leur silence pendant la crise institutionnelle, le nouveau ministre wallon, politologue(!) à l'ULB de son état, déclarait : "On (lire : "je") croyait qu'avec l'explosion de la Volksunie, le nationalisme flamand avait disparu. C'est le contraire qui s'est passé."

Il est vrai que MAGNETTE est un de ces spécialistes de l'Europe des technocrates, qui ne comprennent rien à l'identité nationale : quand il entend le mot "culture", il répond industrie et superstructures sociales. Sans doute est-il aussi de ces socialistes qui n'ont retenu de Marx qu'une vision élémentaire du matérialisme, et de ces esprits partisans qui confondent la nation, qui reste, et les gouvernements, qui ne font que passer.

J.-F.G.
21 octobre 2010

MAGNETTE aurait-il oublié que nos pertes ont connu jadis un autre politicien qui proclamait que nous étions plus proches de l'Allemagne que de la France ("les Wallons sont des Germains") et qui signa un accord

deshonorant avec le VNV (Vlaams Nationaal Verbond), ancêtre de la N-VA ? Il s'appelait Léon Degrelle.

P.S. Il est rassurant de constater que ces curieuses déclarations francophodes et germanophiles ont donné l'occasion à Laurette Onkelinx de déclarer sa flamme à la République : "Quoi qu'il en soit, a-t-elle confié au Soir (22 octobre 2010), pour moi, la langue, la culture nous rapprochent d'avec la France, ainsi qu'une conception de l'Etat : c'est beaucoup."

1 Ce que Magnette ne nous dit pas, c'est que même après la réforme "autoritaire" de SARKOZY, le régime des retraites français restera plus avantageux que le belge pour les salariés et les fonctionnaires, avec une dette publique proportionnellement moindre et une intervention moins élevée du budget de l'Etat dans le financement des pensions. Nos pensionnés ont bien plus de souci à se faire que leurs collègues français.

2 Philippe HUBERT, État de la question. Le rattachisme : une conviction en progrès en Wallonie ?, IEV, septembre 2008, page 8.

In memoriam André Patris

Nous venons d'apprendre le décès de notre ami André Patris. Né le 3 février 1921 à Wépion, André Patris était docteur en philosophie et lettres. Journaliste, il collabora au quotidien *Vers l'Avenir*, mais aussi à *La Revue nouvelle* et à *Combat*. Fonctionnaire à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) de 1954 à 1973, il y avait rencontré André Renard, à la suite de quoi il adhéra au Mouvement populaire wallon. Il prit fait et cause pour la Wallonie toute sa vie, marquant son opposition au retour de Léopold III, défendant dans les années 60 la réalisation d'une étude européenne sur les difficultés économiques de la Wallonie, se prononçant pour une Belgique à trois États (l'étape décisive, 1973), puis en faveur de la réunion à la France (Wallon, qui es-tu ?, 1990). Il fonda à Bruxelles la Maison de la Francité, qu'il dirigea de 1978 à 1999. Il participa aussi à la belle aventure de la revue Wallonie-France, pour laquelle il ne ménagea pas ses efforts, ni son soutien. Nous nous souviendrons d'un homme bon, savant et généreux. Son sourire et son enthousiasme nous manqueront, de même que ses appels à ce que les Français hors les murs rejoignent enfin leur Nation !



Non, la Wallonie n'est pas un cas isolé en Europe ! D'autres territoires européens sont le sujet de débats comparables (voir l'article paru dans *Wallonie-France* n° 84 de mai-juin 2009 consacré aux "foyers réunio-nistes en Europe").

La réunification de leur île demeure un objectif majeur, pour ne pas dire ultime, des nationalistes irlandais (par opposition aux loyalistes, favo-rables au Royaume-Uni), aussi bien les modérés du *Socialist Democratic Labour Party*, que les "radicaux" du *Sinn Féin*, il y a encore peu aile poli-tique de l'IRA - l'Armée républicaine irlandaise !

C'est ainsi que, le 20 février 2010, s'est tenue à Londres une confé-rence consacrée à l'unité irlandaise.

L'évènement, organisé par le *Sinn Féin*, a réuni des personnalités poli-tiques, des journalistes, des écono-mistes, des historiens, ou encore des professeurs d'université. Un site internet a été créé pour l'occasion : www.londonishuntyconference.org.

Lors de la conférence, un respon-sable du Sinn Féin a déclaré : "La cause sous-jacente du conflit per-siste", c'est-à-dire la souveraineté britannique sur une partie de l'île. Une visite sur le site officiel du Sinn Féin est à cet égard éloquent : rien n'est renié, tout est assumé, et la mythologie fondatrice du nationa-lisme irlandais est toujours présente (voir : www.sinnfein.ie et www.sdlp.ie).

En vérité, la frontière intérieure irlan-daise ne fut jamais reconnue par l'Eire, qui l'a toujours considérée comme un accident né de circon-stances historiques particulières et pro-visoires². D'ailleurs, les articles 2 et 3 de la Constitution irlandaise de 1937 ont stipulé, jusqu'en mai 1998, que la République est composée de la tota-lité de l'île. L'article 3 précise certes que les lois de l'Eire ne s'appliquent qu'aux 26 comtés du sud, mais dans l'attente de la réunification. En Ulster, les nationalistes, essentiellement catholiques, n'ont jamais accepté la partition de 1922³, qui les coupait de leurs racines, et qui les soumet-tait aux autorités protestantes nord-irlandaises.

1 *Gerry Adams aujourd'hui président du mou-vement, fut probablement un haut dirigeant de l'organisation clandestine, même s'il ne l'a jamais reconnu formellement.*
2 *Une frontière, même non reconnue, doit être fixée précisément et définitivement pour des raisons pratiques, ce qui fut fait en 1925 par un accord inter-irlandais.*
3 *Le traité de Londres établissant la partition fut signé le 6 décembre 1921 et ratifié le 7 jan-vier 1922 par l'Assemblée irlandaise "autopro-clamée", en place depuis janvier 1919.*

Soyons clairs : sauf au sein de quelques groupes marginaux, l'usage de la vio-lence est absolument abandonné. Les Accords du Vendredi Saint du 11 avril 1998 ayant mis fin à la logique de guerre qui prévalait depuis 1968, et les réformes parfois laborieuses qui se sont appliquées depuis, ont per-mis des avancées considérables. La stratégie purement politique a prouvé son efficacité. La lutte armée, pour le Sinn Féin, est vue désormais comme une étape historique, ayant été néces-saire et légitime, mais appartenant au passé. Le parti est devenu tout à fait honorable, présent dans les assem-blées nord et sud-irlandaises, et par-ticipant à la bonne marche des insti-tutions.

Composition actuelle de l'Assemblée nord-irlandaise, issue des élections de 2007
Parti Unioniste Démocrate : 36 sièges
Sinn Féin : 28 sièges
Parti Unioniste d'Ulster : 18 sièges
S.D.L.P. : 16 sièges
Parti de l'Alliance : 7 sièges
Verts d'Irlande du Nord : 1 siège
Progressive Unionist Party : 1 siège
Indépendants : 1 siège
Total : 108 sièges.
Données générales concernant l'Ulster
Superficie : 13 843 km²
Population : 1 685 267 hab. (recensement de 2001)
Densité de population : 122 hab./km²
Premier ministre : Peter Robinson (Parti Unioniste Démocrate)
Vice-Premier ministre : Martin McGuinness (Sinn Féin)
Données générales concernant l'Eire
Superficie : 70 273 km²
Population : 4 446 000 hab. (2009)
Densité de population : 60 hab./km²
Présidente : Mary McAleese
Premier ministre : Brian Cowen

Par conséquent, l'évolution des Républicains irlandais, et du Sinn Féin en particulier, signifie l'abandon d'une approche purement nationaliste, et l'adoption d'une stratégie que l'on peut véritablement qualifier de réu-nioniste.

Les partisans de l'unification irlan-daise basent une bonne partie de leur raisonnement sur des arguments économiques. Sur ce plan, "jamais la situation n'a été plus favorable à la réu-nification et à l'indépendance", affirme l'économiste de la City Michael Burke. En effet, sur la longue durée, la par-tition a été néfaste à l'activité. C'est l'Ir-lande du Nord qui, au final, a connu une diminution relative de son niveau de vie, en raison de sa viabilité limitée, et de sa dépendance inévitable vis-à-vis de Londres. L'envolée du "Tigre cel-

tique" sud-irlandais a creusé l'écart : même avec la crise récente, le revenu moyen par habitant reste supérieur à celui du Nord, et même supérieur à celui de la Grande-Bretagne ! L'Eire a donc les épaules assez larges pour soutenir, le cas échéant, ses voisins de l'Ulster, même si certains préjugés restent vivaces parmi les unionistes pro-britanniques, qui jugent le Sud un peu faible... (le Nord, au début de la partition irlandaise et pendant plu-sieurs décennies, était plus développé que le Sud grâce à ses industries et au soutien londonien).

Sans doute cette approche périphé-rique, par l'économie, est-elle per-tinente, car elle permet d'éviter des sujets plus "identitaires" encore bri-tannants. Le conflit est encore dans les esprits, et sur le terrain de nombreux quartiers sont encore nettement "communautaires" : tous les murs, qu'ils soient physiques ou psycholo-giques, n'ont pas été abattus.

Mais chacun a conscience que le fond des choses devra être abordé le moment venu. C'est ainsi que le Sinn Féin, dans une intervention, a admis que l'ordre d'Orange (organisation de type maçonnique protestante, d'une grande influence dans le monde social et économique nord-irlandais), "j'ai-sait partie de ce que nous sommes en tant que peuple". Propos inouïs de la part d'un Républicain, mais qui témoignent de la stratégie suivie : intégrer toutes les composantes de la société irlandaise dans le projet natio-nal.

La démographie, peut-être, aura le dernier mot. La proportion de catho-liques croît régulièrement par rapport à la population totale. Selon le recen-sement de 2001, 45,6% des Nord-Irlandais se déclaraient protestants, 40,3% catholiques, 13,9% ne déclai-raient pas de religion, le solde concer-nant les autres cultes. Ce point a été abordé à plusieurs reprises par les intervenants.

La principale conclusion de la confé-rence est la suivante : "la réunification irlandaise est inévitable". Le journa-liste Seumas Milne, qui était présent sur place pour le quotidien britan-nique *The Guardian*, souligne la ques-tion cruciale : la Grande-Bretagne ten-tera-t-elle d'empêcher le processus, ou s'inscrira-t-elle dans une logique d'ac-compagnement ? Cependant, pour l'Ulster est attachée au statu quo, y compris les catholiques. Les enquêtes d'opinion sont formelles. Et sans doute de nombreux projets peuvent-ils être menés à bien, à l'échelle de toute l'Irlande, avant d'envisager un nouveau rendez-vous institutionnel (le statut nord-irlandais permet une large coopération pan-irlandaise dans

de nombreux domaines). La réunion sera l'affaire de la prochaine généra-tion !

Se pose alors la question des enseigne-ments que l'on peut tirer du cas nord-irlandais. Bien sûr, le contexte est fort différent : Bruxelles n'est pas Belfast ! Mais les clivages politiques opposant Unionistes et Républicains sont fina-lement assez comparables à l'oppo-sition entre Wallons et Flamands : deux légitimités différentes et théori-quement incompatibles. On mesure l'évolution psychologique qui a permis l'instauration d'une nouvelle étape de l'histoire irlandaise ! Qu'on ne vienne pas dire après cela que les Flamands ne dougeront jamais de leur ligne !

Ensuite, faut-il souhaiter une "inter-nationalisation" du problème bruxel-lois ? Les gouvernements de Londres et de Dublin étaient pleinement par-ties prenantes du processus de paix, ce qui a facilité les choses. Pourrait-on envisager, en ultime recours, un arbitrage des institutions européennes, ou d'une autre instance interna-tionale compétente ? N'oublions pas le statut de "capitale de l'Europe" de l'agglomération, de surcroît siège de l'OTAN ! Le dossier est donc nécessai-rement surveillé en dehors des fron-tières belges : ce n'est pas uniquement un problème de politique intérieure.... C.C.

supplément à "4 millions 7" novembre 2010

Éditeur responsable : Jean-Paul ROOS rue Middelbourg 65, 1170 Bruxelles

Comité de rédaction : François Detif, Jean-François Goosse, Jean-Paul Roos

Collaborateurs : Pierre Bertrand, Cédric Chopin, François Detif, Paul Durieux, Jean-François Goosse, Adrien Laurant, Pierre Mélot, Jacques Rogissart, Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Certains de ceux-ci appliquent les rectifications ortho-graphiques approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990.

Vous le savez : la revue *Wallonie-France* a cessé de paraître. Un certain nombre parmi les anciens collaborateurs de la revue ne se résignent pas à priver d'une aussi importante source de réflexion tous ceux – et nous savons bien qu'ils sont chaque jour plus nombreux – qui ne voient d'autre issue pour sortir du boublier dans lequel se débat la Belgique depuis tant d'années qu'une réunion de la Wallonie et de Bruxelles à la France.

Que les responsables de la Ligue wallonne trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude pour l'hospitalité qu'ils nous offrent dans leur revue.

La réunion de la Wallonie ET de Bruxelles à la France, disions-

nous, parce qu'à nos yeux le sort de l'une et de l'autre est indissociable-ment lié. Les réunionistes que nous sommes sont farouchement opposés au repil friteux de la Wallonie sur elle-même, et ils ne croient pas aux chimères d'une ville-Etat ou d'un district européen dont certains rêvent pour Bruxelles. Refuser la solidarité entre Bruxelles et la Wallonie, c'est oublier que Bruxelles est la ville où vit le plus grand nombre de Wallons et c'est faire courir aux Bruxellois le danger mortel d'une mise sous tutelle par la Flandre et condamner les Wallons à la gêne matérielle et à l'isolement.

Mais, se demandera-t-on, pourquoi s'obsinier ? Parce que les événements de ces derniers mois sont porteurs

d'espoir, mais aussi à la fois décourageants et révoltants. Porteurs d'espoir, parce qu'il faut être mentalement sourd et aveugle pour ne pas voir que ce que les réunionistes prédisent depuis plus de dix ans – et certains depuis bien plus longtemps – est en train de se produire.

La Belgique est cliniquement morte. Il ne reste plus qu'à savoir qui aura le courage de débrancher le respirateur.

Décourageants et révoltants, parce chacun voit bien que, de plus en plus, les dirigeants politiques, les médias, les universitaires, les acteurs économiques, ont cessé de croire en la survie de la Belgique et réfléchissent à ce que pourrait être l'après.

Mais, dans les scénarios envisagés (le plan B, comme on dit), la réunion à la France est à peine évoquée, ou alors *mezza-voce*.

Pourtant, quand on se débarrasse de ses œillères et de ses aprioris, le "plan F" est une telle évidence que nous ne pouvons nous résoudre à rester au balcon.

Nous voici donc, bien modestement, sur la place publique, en espérant que notre présence, par l'effet papillon, pèsera sur le cours des événements.

Un dernier mot. Nous ne sommes inféodés à aucun parti, mais nous appuierons tous ceux dont l'action politique correspond à notre credo et nos colonnes leur seront ouvertes.

ENDORMEURS, RADOTEURS, SONDEURS ET COMPAGNIE

L'impérieuse, la féconde logique du séparatisme s'est enfin fait jour dans le débat politique. Il faudra compter ce que nous a coûté l'entêtement de nos partocrates à garder en vie une Belgique minée par l'immuable nationalisme flamand. Oh, ils ne sont encore qu'au début de la conversion. Trop de scepticisme affiché, trop d'effleurements de la nostalgie d'un passé mythique, trop de frissons perceptibles atténuent l'évocation de ce qu'ils appellent le plan B - celui qui vient après le A de la sauvegarde du royaume. Ne cachons pas non plus qu'ils espèrent (bien vainement) amener la Flandre à composer en dégageant l'arme suprême. Mais déjà ils ne laissent plus aux gens du nord le monopole des épouvantails et le bon ordre des facteurs se met peu à peu en place dans leur tête.

Pris entre deux fronts, le régime belgicain forme ses derniers carrés de bobardiens, déchotiers et de prébendiers. Tendez vos mouchoirs, il pleut des idioties.

On veut nous persuader que les électeurs de la N-VA sont presque tous de bons Belges. Belle phalange de sourds, en vérité, qui n'entendent pas le discours indépendantiste de leur parti ! Notez qu'on nous disait aussi, naguère, que les suffragants du Vlaams Belang n'attachaient aucune importance au séparatisme de cette formation. Tant il est vrai que, pour les schizophrènes francophones, il est impensable de répudier la Belgie.

Ce qui est fâcheux pour la prise de conscience wallonne, c'est que de grands journaux comme *Le Soir*

habillent ce mirage d'une apparence de réalité, à coup d'éditoriaux aussi creux qu'émotifs et de sondages dont il serait cruel de rappeler le rapide démenti opposé par l'évolution politique aux exercices précédents sur l'état de l'opinion flamande. Le malheur vient que trop de politiciens se repaissent de ces chiffres faux et de ces commentaires biaisés. Les bons politologues savent pourtant que l'exactitude des sondages décline (dernier exemple en date : l'élection présidentielle au Brésil), non seulement parce qu'ils opèrent avec trop peu de moyens, mais aussi parce qu'une masse croissante de sondés se dérobent ou mentent aux interrogateurs. Ne soyons donc pas inquiets d'apprendre par les sondeurs que les Bruxellois refusent de s'unir à la Wallonie. Quoi qu'il en soit dans l'instané, le cours naturel des choses les y amènera le moment venu.

Bien des raisons donnent à penser que trop de sondeurs s'attachent à conforter l'humeur de ceux qui les paient. Quant aux plus honnêtes, ils braquent l'objectif (généralement assez mal) sur le moment qui passe, sans discerner les traits probables du lendemain.

Une autre espèce de mystifiants sévit sur la place publique : les économistes aux ordres du pouvoir. À les entendre, la sécession coûterait aux Wallons 15 ou 20 % de leur pouvoir d'achat. Voilà pour quoi votre bonne Wallonne de fille devrait être muette ! Mais si l'on creuse un peu leur docce enseignement, on y découvre très vite qu'ils raisonnent comme si une Wallonie libérée serait dans la même situation

que la Wallonie belge, que de nouvelles forces productives, débarrassées de ce qui comprime dans l'Etat belgicain, ne surgiraient pas dans le paysage, que notre politique économique n'aurait pas une autre configuration, que nos échanges extérieurs ne se mouleraient pas dans une autre structure, que nos services publics, changeant de cadre, n'accroîtraient point nos utilités, etc., etc. Passons sur leur sous-estimation systématique de notre redressement et venons-en au défaut capital de leurs divagations aussi chiffrées que les algorithmes des banquiers en 2008 (souvenons-nous qu'aucun d'eux n'a été capable d'annoncer la crise financière) : ce sont des belgicains de sentiment, qui livrent leur opinion sous couvert d'une pseudo-science. Il y a une quinzaine d'années, on nous assénait encore "the cost of non-Belgium" (en anglais, langue liturgique des affaristes). De solides études flamandes et même quelques wallonnes ont depuis fait bonne justice. Aujourd'hui, les dissertations boiteuses de "spécialistes" bien en cour comme les professeurs Robert Deschamps et Giuseppe Pagano nous présentent la même soupe sans même prendre soin de camoufler la subjectivité dont ils l'assaisonnent.

Un de leurs arguments est que l'union des Régions du royaume leur procure à toutes une valeur ajoutée, dont nous ne saurions nous passer qu'au prix de douloureuses privations. Il n'est que de voir le gouffre où a plongé la Wallonie pendant le dernier demi-siècle et d'où elle commence seulement à sortir pour apprécier la juste consistance de cette valeur-là.

C'est pourtant ce déni de l'évidence que s'efforce de propager avec eux un quartier de politiciens flamands au rancart qui ne se privent pas de nous exploiter quand ils étaient aux affaires, tout en dominant à leurs collègues du sud leur content de belgitude. M. Mark Eyskens illustre parfaitement leur propos. Il n'est question dans son ramage que de compromis (équilibre, l'adjectif est rituel), de bonne volonté minimale et réciproque, voire de sens commun. Mais demandez-lui donc de nous rendre Fourons, de reconnaître Bruxelles comme une Région à part entière et de changer la donne économique, vous le rendrez muet. Il est intarissable, en revanche, dans l'exaltation de la belgitude. Petite remarque : plus personne ne l'écoute en Flandre.

Et la France, solution définitive de notre problème national, celle qui remettra d'équerre, quand notre peuple aura bien réfléchi sur son sort, toutes nos perspectives économiques et morales - car ce ne sera pas rien de retrouver la fierté d'appartenir à une grande nation ? Aucun de nos dirigeants n'ose en parler, même si plus d'un y pense et que leur parole se libère dès qu'ils sont en retraite.

Aucun économiste aux ordres ne consent à travailler sur cette épure-là. Mais il y a les sondeurs. Toujours impavides dans l'erreur, ils rejettent l'idée française dans la marginalité. Compte tenu de la véracité de leurs calculs, c'est peut-être une de nos meilleures raisons d'espérer !

Jacques ROGISSART



ILS L'ONT DIT ...

Nicolas DUPONT-AIGNAN, député de l'Essonne, président du rassemblement gaulliste "Débout la République", dans un communiqué du 6 septembre 2010 intitulé **"La France doit se préparer à accueillir ses compatriotes Wallons et Bruxellois"** :

L'entrée en phase terminale de la crise belge conduit le pays au bord de l'éclatement. La France doit donc se préparer à assumer toutes ses responsabilités envers les francophones de Belgique, en les assurant le cas échéant de son accueil et de sa protection.

Ainsi, et pour paraphraser le Général de Gaulle, les Wallons "retroouveraient au sein de la France la fierté d'appartenir à une grande nation, la fierté de leur langue et de leur culture, le goût de participer aux grandes affaires du monde et de se battre pour de grandes causes humaines".

Naturellement, cette évolution territoriale majeure en Europe ne pourrait s'accomplir que dans le strict respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au terme d'un processus d'autodétermination incontestable par sa netteté et son ampleur.

Dans une Europe désormais prénunie contre les impérialismes territoriaux et les heurts nationalistes entre grands pays, le véritable risque serait au contraire que la France cède à ses inhibitions européennes en refusant à tout crin d'accompagner, voire d'anticiper, le sens de l'Histoire.

En effet, à vouloir marier contre leur gré des peuples différents et détruire les Etats-nations, les apprentis sorciers

de la supranationalité belge ont créé depuis des années les conditions du rejet, de la haine et de la xénophobie.

Maintenir une fiction de Belgique nous conduirait à un divorce violent, à la Yougoslave, là où une séparation paisible à la Tchécoslovaque est possible.

Il est donc du devoir de la France de prouver qu'un autre modèle est possible en accueillant les Wallons et Bruxellois s'ils le souhaitent au sein de la République.



François-Michel GONNOT, député UMP de l'Oise, sur son blog le 17 juin 2010, sous le titre **"La question belge"**, l'article étant illustré d'un coq hardi rouge sur fond jaune :

Jamais, depuis sa création en 1830, la Belgique n'a été aussi proche de son éclatement. Les dernières élections législatives, marquées par la forte poussée des nationalistes flamands, anti-francophones et séparatistes, sont une étape cruciale. Toutes les chancelleries d'Europe se taisent et veulent continuer à pratiquer la politique de l'autruche. Elles veulent ignorer l'éventualité de l'éclatement de la Belgique, au motif que l'Europe serait la seule réponse à la question nationale belge.

Mais tout le monde sait que nous approchons de l'heure de vérité. Jusqu'où les francophones belges sont-ils prêts à accepter les vexations, les privations et les humiliations pour sauver le royaume ?

N'arrivera-t-il pas un moment où ils

devront choisir entre trois solutions : le joug flamand, l'éclatement de la Belgique et la création d'un Etat wallon, ou leur rattachement à la France avec un statut qu'il faudra définir.

C'est un sujet sur lequel nous travaillons à quelques-uns à l'Assemblée nationale. Le bureau de l'Assemblée nous a refusé la constitution d'un groupe d'études sur les relations entre la France et la Wallonie, comme le demandaient un certain nombre de députés de droite, comme de gauche.

Qu'importe. L'essentiel aujourd'hui est que les Wallons, inquiets de leur devenir, sachent que, si un jour ils le demandaient, le peuple de France serait prêt à leur tendre la main.



Olivier MAINGAIN, le 8 septembre 2010, lors d'un "chat" organisé par le journal "Le Monde", en réponse à la question "Quelle est la position du MR et de votre mouvance FDF sur une éventuelle scission de la Belgique ? Seriez-vous favorable à un pays regroupant la Wallonie et Bruxelles ? Que pensez-vous de la proposition de rattacher les régions francophones de Belgique à la France ?"

Le Mouvement réformateur, qui est le premier parti à Bruxelles et le deuxième en Wallonie, est né du rapprochement entre le Parti libéral francophone et un parti fédéraliste bruxellois francophone, le FDF. Notre volonté a toujours été d'affirmer l'unité de la Wallonie et de Bruxelles.

Bruxelles est une grande métropole francophone, plus de 90 % de

ses habitants font usage du français comme première langue, en tout cas dans leurs rapports sociaux et administratifs.

Si demain la région flamande devait décider de faire sécession de la Belgique, Bruxelles et la Wallonie auraient tout intérêt à assumer la continuité de l'Etat belge pour que Bruxelles puisse rester le siège de certaines institutions européennes et qu'ainsi son rayonnement francophone soit renforcé.

Cela n'interdit pas d'envisager des formes de collaboration renforcée avec la France pour que la francophonie en Europe soit plus présente, et notamment au sein des institutions européennes où l'anglais prédomine aujourd'hui.

De toute manière, aucun choix institutionnel ne pourra être fait sans que les Wallons et les Bruxellois se prononcent par voie référendaire. Et, dans ce cas, plusieurs options, dont celle du rattachement à la France, leur seront proposées.



Philippe MOUREAUX, dans une interview au "Vif" le 3 septembre :

Soulignant **"la cohésion culturelle qui existe entre la Wallonie et Bruxelles"**, il ajoute : **"À long terme, il faudrait voir si cette cohésion ne peut pas aussi s'appuyer sur la France. En matière de culture, d'enseignement, on pourrait imaginer des rapprochements avec la France, établir des échanges plus forts. Je ne trouve pas idiot d'y réfléchir."**

La téléphonie mobile redessine la frontière linguistique belge

Une étude de l'Université catholique de Louvain¹ vient d'administrer la preuve de l'existence d'une région bruxelloise élargie à sa large périphérie et d'une communauté Wallonie-Bruxelles sans discontinuité territoriale (cf. Le Soir du 1er octobre 2010). Deux ingénieurs en mathématiques appliquées et une géographe ont analysé les flux de téléphonie mobile en Belgique, soit 200 millions de communications passées entre le 1er octobre 2006 et le 31 mars 2007. En tenant compte de la fréquence des appels,

ils ont établi l'existence de dix-sept bassins téléphoniques. Celui de Bruxelles comprend la majeure partie de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde et du Brabant wallon.

D'autre part, en retenant comme critère la durée des appels, une communauté française Wallonie-Bruxelles se dégage avec netteté, bien distincte de la communauté flamande (seuls 2 % des appels mettent en communication le Nord et le Sud). On s'en serait bien douté, mais il y a mieux : outre à Fourons, Herstappe et Esplanes-Helchin, le territoire de la communauté "téléphonique" Wallonie-

Bruxelles s'étendrait à cinq des six communes à facilités de la périphérie bruxelloise. Wemmel excepté, mais Rhode-Saint-Genèse compris. Si l'on devait prendre ces résultats en considération dans le redécoupage territoriale des entités issues de l'éclatement de la Belgique, la continuité territoriale de la communauté Wallonie-Bruxelles serait donc assurée, mis à part Comines-Warneton, encore enclavé entre la Flandre... et la France.

Toutefois, cette preuve "téléphonique" ne prête-t-elle pas un peu à sourire ? Certes, non : **"l'assurance en ces résultats, ils sont robustes. Ils confirment les données d'autres enquêtes similaires**

¹ *Brussels Studies*, n° 42, 4/10/2010, disponible sur le site électronique <http://www.brusselsstudies.be>.

A l'heure de faire paraître ce premier numéro de *Bruxelles-Wallonie-France*, nous tenons à dire à JACQUES LIÉNARD et à MONIQUE WESMAEL combien nous leur sommes reconnaissants et combien nous les admirons pour le travail qu'ils ont accompli pendant tant d'années. Nous essaierons d'être leurs dignes continuateurs, eux qui se sont dépensés sans compter pour permettre la parution de *Wallonie-France*.